

CONSEIL D'ADMINISTRATION du 14 mars 2024

DÉLIBÉRATION N° 2024-03

**Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration
du 20 juin 2023**

**Délibération n° 2024-03 portant procès-verbal de de la réunion du conseil
d'administration du 20 juin 2023**

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment l'article R812-7,

Vu le décret n° 94-1225 du 30 décembre 1994 portant organisation de l'Ecole nationale supérieure de
paysage de Versailles,

Le conseil d'administration décide :

Article unique

Le compte-rendu de la réunion du conseil d'administration du 20 juin 2023, présenté en annexe,
est adopté.

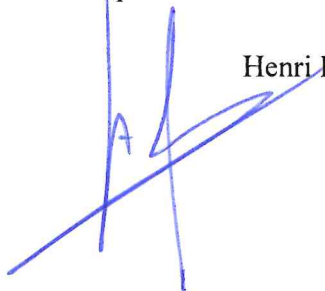
Favorables	26
Défavorables	
Abstentions	
Total votants	26

La délibération est approuvée / ~~rejetée~~

Fait à Versailles, le 14/03/2024

Le président du conseil d'administration

Henri BAVA



PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 20 JUIN 2023

Avis : Le présent compte-rendu synthétise le sens des prises de paroles, sans constituer un verbatim

Compte-rendu des débats et délibérations

Points liminaires

Monsieur Cyril KAO, adjoint au directeur général de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA), chef du service de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, ouvre la séance du conseil d'administration.

Eu égard au renouvellement des représentants des personnels et des personnalités qualifiées, il est proposé au préalable que les membres du conseil se présentent.

A l'ouverture de la séance, le quorum est réuni avec 29 membres présents ou représentés sur 32 membres en exercice (cf. état des participations en annexe).

L'élection du président et du vice-président impliquant un vote à bulletin secret, les participants par visioconférence ont été sollicités en vue de donner procuration à des membres présents. Trois pouvoirs ont été donnés à M. BAVA par des membres non présents ou participant en visioconférence. Nul ne pouvant porter plus de deux procurations, seules deux procurations lui ont été distribuées.

Il est procédé à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour.

- **Élection du président du conseil d'administration**

M. KAO demande qui souhaite se présenter à cette fonction (*ndr : seules les personnalités extérieures, hors représentants de l'État, sont éligibles*).

M. Henri BAVA, président du conseil sortant, paysagiste DPLG, professeur à l'université de Karlsruhe, président de la Fédération française du paysage (FFP), présente sa candidature.

Il souhaite continuer d'accompagner les évolutions apportées à l'école, au bénéfice de cette dernière et de la profession de paysagiste. En outre, il partage notamment l'objectif commun avec la directrice, Mme Alexandra BONNET, de porter l'évolution du titre de paysagiste-concepteur vers celui d'architecte-paysagiste, déjà adopté dans d'autres pays européens. Il s'agit d'améliorer la visibilité de la profession.

M. KAO remercie M. BAVA pour sa candidature et demande s'il y a d'autres candidatures.

A défaut d'autres candidatures, il est procédé au vote à bulletin secret.

Vote : 26 voix pour M. BAVA ; 2 votes blancs

M. Henri BAVA est élu président du conseil d'administration.

M. KAO félicite M. BAVA et lui cède la place de la présidence du conseil.

Mme BONNET remercie M. BAVA pour son implication au service de la profession et de l'école. Elle remercie par ailleurs les personnalités qualifiées également pour leur engagement.

- **Élection du vice-président du conseil d'administration**

M. BAVA demande qui souhaite se présenter à cette fonction (*ndr : seules les personnalités extérieures, hors représentants de l'État, sont éligibles*).

Mme Emmanuelle De CRÉPY, conseillère municipale de la ville de Versailles, adjointe au maire, présente sa candidature.

A défaut d'autres candidatures, il est procédé au vote à bulletin secret.

Vote : 28 voix pour Mme De CRÉPY.

Mme Emmanuelle De CRÉPY est élue vice-présidente du conseil d'administration.

- **Point de situation de la directrice**

Mme Bonnet présente les derniers événements de l'établissement depuis la dernière réunion du conseil, le 14 mars 2023.

- L'école a connu un blocage de deux semaines à compter du 20 mars, par les étudiants. Les deux raisons invoquées portaient sur :
 - 1/ les horaires d'ouverture des ateliers, associés à la question de la charge de travail des étudiants (surtout DEP2) ; une réflexion a été lancée pour mieux répartir cette charge, afin de mieux respecter les équilibres de vie, dans et en-dehors de l'école. Actuellement, la fermeture est aujourd'hui à minuit, avec horaires étendues pour le foyer (nuit du vendredi au samedi), avec présence systématique d'un gardien pendant les heures d'ouverture. Une réflexion de fond est lancée et continue sur l'organisation de la maquette et des travaux personnels des étudiants. ;
 - 2/ la participation plus générale à un mouvement au sein des écoles d'architecture et d'art relativement aux conditions d'études et de d'enseignement. Pour les écoles de paysage, un manifeste a été rendu public, à l'occasion des 30 ans de la loi Paysage, à l'initiative de certains enseignants et directeurs, pour dénoncer certaines situations sur des situations financières. L'ENSP est solidaire du message portant sur la mobilisation pour l'écosystème du paysage, et les disciplines de l'architecture et des arts, car le métier de paysagiste-concepteur a vocation à croître et prospérer pour mieux accompagner les transitions à l'échelle du territoire, qu'elles soient environnementales, climatiques, démographiques et sociétales. Pour la partie financière, l'ENSP bénéficie d'un soutien constant et appuyé du MASA, son ministère de tutelle, sachant que les différentes écoles ont des tutelles différentes.
- La fréquentation du jardin présente une dynamique haussière.

Par ailleurs un questionnaire a été réalisé auprès des visiteurs : 1/3 des visiteurs sont versaillais ; presque tous connaissent l'existence de ENSP au sein du Potager du Roi ; plus de la moitié ont 50 ans et plus ; 68% ont beaucoup apprécié la visite ; 87% souhaitent revenir ; la connaissance de l'existence du Potager résulte à 38% d'une recommandation par un proche ; pour 75%, l'intérêt est de profiter d'un jardin.

- Période de recrutement des étudiants :
Forte dynamique sur Parcoursup pour APA (*Arts, paysage, architecture*) : 400 candidatures confirmées contre 349 en 2022.
En revers, le concours attire moins : en 2021 :192 candidatures, en 2022 :154 candidatures ; en 2023 :145 candidatures. La tendance s'affirme. Il est nécessaire de prendre en compte cette dynamique dans le cadre de la réflexion sur l'architecture de la formation.
Par ailleurs, l'antenne de Marseille attire énormément, dès lors que plus de la moitié des étudiants de DEP1 (*1^{ère} année du diplôme d'Etat de paysagiste*) ont souhaité la rejoindre, pour un nombre de places limité à 25.
- Un partenariat international a été noué avec l'université de Chiba au Japon.
- S'agissant des travaux :
Le grand programme de travaux 2022-2023 est lancé, pour un financement de cinq millions d'euros (5M€), essentiellement grâce au soutien du MASA. Il porte sur la réfection des toitures des bâtiments historiques.
La terrasse La Quintinie est en cours de préparation pour une replantation à l'automne.
La réfection des huisseries et fenêtres des bâtiments Le Nôtre et Le Normand est une autre priorité, cependant avec une projection budgétaire quatre fois supérieure à ce qu'il était initialement envisagé. Des choix vont devoir être opérés.
La programmation 2024 est cours avec le nouvel architecte en chef des monuments historiques (ACMH), qui devrait indiquer ses priorités, notamment sur les murs du Potager.
Ces opérations s'effectuent en avance de phase par rapport au *Chantier du siècle*, grande opération de rénovation et de restauration du Potager du Roi, à l'échelle centennale (près de 140 ans depuis la dernière grande opération). Cela implique un effort important en terme d'investissement et d'organisation pour l'ENSP. L'OPPIC (*Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture*) réalise les diagnostic préalables et d'études de faisabilité, avec un retour attendu de premiers éléments pour septembre-octobre.
- En matière de recrutement :
Il y a un nombre important de postes vacants, face à une forte tension sur le marché de l'emploi. Les processus de recrutement sont donc plus longs ; les postes de directeur des affaires financières et de directeur de la communication et des relations extérieures sont par exemples vacants.
- Au plan de l'enseignement :
La refonte du parcours de formation avance, menée par Madame Perrine VACHER, directrice de l'enseignement et de la vie étudiante. La réflexion porte sur l'approche par compétences. CY Cergy Paris Université épaula la démarche, avec 120.000 euros d'aide pour financer un ingénieur pédagogique et des heures complémentaires pour les enseignants participant à la démarche.

- **Approbation du procès-verbal de la séance du conseil du 14 mars 2023**

Aucune observation n'est apportée sur le compte-rendu de la dernière séance.

Vote : unanimité (29 favorables)

Délibérations

- **Proposition de nomination des personnalités qualifiées au conseil scientifique (CS)**

Monsieur Patrick MOQUAY, représentant des professeurs et directeur délégué à la recherche, rappelle les missions du conseil scientifique, portant notamment sur la politique scientifique de l'établissement ou les profils de poste d'enseignants-chercheurs. Il est composé de 19 membres, représentants des personnels et des étudiants, mais également de 9 personnalités qualifiées nommés par le ministre chargé de l'agriculture, sur proposition du conseil d'administration.

Les membres du conseil scientifique sortant ont été sollicités afin de savoir s'ils souhaitaient être reconduits. La logique des nominations porte sur des personnalités présentant un lien scientifique avec différentes missions de l'établissement, favorisant la diversité des disciplines. La proposition faite comporte le renouvellement de 4 membres sortants, et donc l'introduction de 5 nouveaux membres.

Vote : unanimité (29 favorables)

- **Désignation de trois personnalités qualifiées du CA au conseil de l'enseignement et de la vie étudiante (CEVE)**

Monsieur Guy GARDAREIN, secrétaire général, présente le point.

Aucune candidature n'est présentée. Le point est reporté à une séance ultérieure.

- **Désignation des membres de la section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants et enseignants-chercheurs (SDE)**

M. GARDAREIN présente la composition de la section, composée des membres élus des collèges correspondants au conseil d'administration. A raison des effectifs, des désignations d'office et élections ont été effectuées aux qualités de membres et de président de la section.

Il sera proposé de pourvoir les sièges vacants lors d'une séance ultérieure.

- **Désignation des membres de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers (SDU)**

M. GARDAREIN présente la composition de la section, composée des membres élus des collèges correspondants au conseil d'administration. A raison des effectifs, des désignations d'office et élections ont été effectuées aux qualités de membres et de président de la section.

Il sera proposé de pourvoir les sièges vacants lors d'une séance ultérieure, d'autant plus que le mandat des représentants des usagers (*étudiants et stagiaires de la formation continue*) étant d'un an, leur représentation au sein de la section est renouvelée tous les ans.

- **Adhésion à des centrales d'achat public**

M. GARDAREIN présente la nécessité pour l'établissement de remettre à niveau ses équipements et solutions informatiques et de communication (postes informatiques, infrastructure réseau, impression, téléphonie, sécurité informatique, etc.). Le MASA apporte notamment un soutien financier

à l'établissement en matière de cyber-sécurité. Afin de répondre à ces besoins, tant en matière de performance que de maîtrise des coûts, il est proposé de faire appel à des centrales d'achat proposant de tels services : l'agence de mutualisation des universités et établissements (AMUE), Seine et Yvelines numérique, et la centrale d'achat de la région Ile-de-France.

S'agissant de l'adhésion à des groupements, l'approbation du conseil d'administration est sollicitée.

Vote : unanimité (29 favorables)

- **Seuil d'admission en non-valeur des créances irrécouvrables**

M. GARDAREIN rappelle que le conseil d'administration, par délibération du 25 novembre 2021, a validé un seuil d'abandon des procédures de recouvrement pour les montants inférieurs à mille euros (1000 €). Il convient aujourd'hui de compléter ce dispositif, en autorisant la directrice à admettre en non-valeur les créances jusqu'à ce montant. En effet, eu égard à une délibération du 29 novembre 2016, elle ne peut le faire que jusqu'à hauteur de cent euros (100€).

Madame Isabelle PIRES, agente comptable, ajoute qu'en pratique cela ne concerne que de petites sommes.

M. BAVA demande si cela survient souvent.

M. GARDAREIN indique qu'il n'y en a eu aucune pour 2018, 2019, 2021, 2022 ; onze en 2020, pour un montant médian de 5€ ; et pour l'heure, en 2023, une créance d'un montant de 727,95€.

Vote : unanimité (29 favorables)

- **Remise gracieuse à l'association PANJOL (festival Idéal)**

Mme BONNET présente le point. L'association PANJOL, avec à sa tête Jean-Paul Scarpitta, organise depuis 2020 le festival Idéal, festival de musique classique, au sein du Potager du Roi. Ce festival emporte un succès populaire. Cependant, l'an dernier une remise gracieuse de vingt mille euros (20.000€) avait été accordée à l'association pour l'organisation de l'édition 2021, eu égard à une conjonction de facteurs : post-Covid et mauvaise météo ; aussi la fréquentation attendue avait fortement baissé. Pour l'édition 2022, l'association a dû renoncer à percevoir des donations en raison de la situation internationale (guerre en Ukraine). L'association a rendu le festival gratuit, ce qui a favorisé sa fréquentation. L'ENSP a ainsi maintenu sa billetterie, qui lui a rapporté quinze mille euros (15.000€). Le maintien d'un festival de musique en été dans le Potager demeure pertinent. Pour cette année, le planning est décalé de mi-août à début septembre. La région a confirmé l'attribution d'une subvention à l'association. Aussi, il apparaît que la condition du versement de 5 000 € avant fin août semble concevable, en retour de quoi une remise gracieuse de vingt-cinq mille euros (25.000€) sera accordée à l'association.

Monsieur Jacky PROVOST DERAMAIX, en charge de la régie événementielle, rappelle que ce festival permet d'apporter une programmation de qualité sur le Potager, réclamé par les publics, notamment le public versaillais, et de mettre en avant de jeunes artistes prometteurs.

M. KAO, sans opposition à la remise proposée, appelle l'attention de l'établissement sur l'équilibre à trouver pour l'avenir pour qu'un tel partenariat puisse perdurer.

M. GARDAREIN évoque la réflexion qu'il y ait moins de reversement de la part de l'association, mais qu'en revers, l'ENSP tienne la billetterie.

Mme BONNET confirme que le partenariat est suivi de près.

Vote : unanimité (29 favorables)

- **Exonération ponctuelle de frais de formation continue (JAPAM, Marseille)**

Mme BONNET indique que l'ENSP a développé sur Marseille la formation « Jardiner le Paysage Méditerranéen », destinée à un public de formation continue. En 2021, la région PACA a accordé une subvention de quarante-sept mille euros (47.000€) en soutien du développement de cette formation, toujours en expérimentation. Le service emploi et formation de la région a récemment souhaité que, compte tenu de la subvention, il ne soit pas réclamé la prise en charge des frais de formation des demandeurs d'emplois. Cette demande n'avait pas été anticipée. Malgré cela, le budget de la formation demeure excédentaire. Par ailleurs, l'accueil de ces demandeurs d'emplois a permis d'améliorer l'analyse du besoin et l'accompagnement proposé. Pour l'avenir cependant, il sera bien demandé à Pôle emploi de prendre en charge les frais de formation des demandeurs d'emplois.

Madame Caroline PIALAT confirme qu'à compter de la prochaine session, il sera bien demandé une prise en charge pour ces publics.

Vote : unanimité (29 favorables)

- **Mise en place du paiement des heures complémentaires à compter de la rentrée 2023-2024**

Mme BONNET indique que le constat a été fait que les enseignants déclaraient un nombre d'heures d'enseignement supérieur à leurs obligations de service. Il apparaît naturel de procéder à la rémunération des heures complémentaires pour les fonctionnaires et les contractuels dont le contrat le précise. Il s'agit de cadrer la pratique et notamment que l'attribution d'heures complémentaires fasse l'objet d'une commande de la direction de l'enseignement et de la vie étudiante en amont. En aval, une vérification du service fait sera établie pour procéder au paiement. Il s'agit également d'encadrer le nombre d'heures de décharge (référentiel) de sorte à ce que cela reste soutenable humainement. Il faudra également que cela reste soutenable financièrement, ce qui influera sur le nombre d'heures complémentaires possibles.

M. GARDAREIN rappelle par ailleurs que les heures complémentaires sont des heures inscrites à la maquette. Cela n'augmente pas le nombre d'heures d'enseignement global.

M. MOQUAY salue le dispositif qui permet de reconnaître le fort investissement des enseignants.

Madame Chantal BONNEFOY, représentante du contrôleur budgétaire régional, s'interroge sur l'évolution de l'enveloppe du personnel.

M. GARDAREIN indique que sur la masse salariale, il y a à la fois le paiement des heures complémentaires et des heures de vacation. L'objectif est de maîtriser le nombre d'heures en fonction des maquettes pédagogiques, d'autant plus suite à l'alerte des étudiants sur la saturation qu'ils ont exprimé. Il y aura bien une maîtrise par le pilotage des heures d'enseignement.

M. BAVA demande si un nombre maximum d'heures complémentaires sera fixé.

Mme BONNET indique qu'au vu du nombre d'heures déclarées actuellement, il y aura certainement un nombre d'heures complémentaires à inscrire chaque année au budget. Cela nécessitera de chercher des ressources. L'attribution et le paiement des heures devra être soutenable au regard du budget.

M. GARDAREIN rappelle que les heures complémentaires doivent être commandées pour pouvoir être payées. La somme sera réservée à la commande.

Vote : unanimité (29 favorables)

Départ de Mme Vérot (visio-conférence)(passage à 28 voix)

- **Création d'une indemnité de fonctions et de responsabilités particulières pour les personnels enseignants ou chercheurs rémunérés par l'établissement**

Mme BONNET rappelle qu'un régime indemnitaire des personnels enseignants-chercheurs (RIPEC), pour les fonctionnaires, a été mis en place l'an dernier, dont la composante dite « C2 », portant sur l'exercice de certaines fonctions de responsabilité au sein de l'établissement.

Bien que de situations différentes, il apparaît équitable d'établir un régime similaire pour les enseignants contractuels rémunérés sur le budget de l'établissement, selon des modalités similaires à l'attribution de la C2. Là encore, il s'agit d'un effort conséquent pour l'établissement. Compte tenu du niveau de prime pour les titulaires, il ne sera probablement pas possible de s'aligner. Il est donc envisagé de prévoir une indemnité à hauteur de ce que permettra le budget, chaque année.

M. KAO remercie Mme BONNET pour les éléments de maîtrise exposés. Il précise que ce dispositif ne concerne pas les contractuels rémunérés directement par l'État, mais bien uniquement ceux rémunérés sur le budget de l'établissement.

Vote : unanimité (28 favorables)

- **Avis sur la liste des fonctions et responsabilités & sur les taux d'attribution de l'indemnité liée à l'exercice de certaines fonctions ou responsabilités particulières au bénéfice des enseignants contractuels rémunérés par l'établissement pour l'année universitaire 2023-2024**
- **Avis sur la liste des fonctions et responsabilités & sur les taux d'attribution de la composante C2 du régime indemnitaire des personnels enseignants-chercheurs pour l'année universitaire 2023-2024**

Mme BONNET indique qu'il s'agit d'arrêter les listes des fonctions et responsabilités octroyant, d'une part, l'indemnité propre aux enseignants contractuels rémunérés par l'établissement et, d'autre part, la C2 pour les enseignants –chercheurs.

Pour les enseignants-chercheurs titulaires, la liste évolue par rapport à 2022.

M. GARDAREIN précise que la liste et les taux pour les enseignants contractuels de l'établissement reprend celle présentée en 2022 pour les enseignants-chercheurs.

Pour les enseignants-chercheurs, la liste et les taux présentés ont évolué suite à une modification apportée début juin.

Mme BONNET indique en effet que l'enveloppe C2 a été substantiellement augmentée par le MASA de +50%. Il s'est donc agi de revoir les taux et les fonctions. L'objectif est d'utiliser toute l'enveloppe. Une nouvelle responsabilité a ainsi été ajoutée et des fonctions ont été rehaussées.

M. KAO précise que le MASA met en place progressivement, sur plusieurs années, un processus d'augmentation des politiques indemnitaires. Le principe est que la tendance est à l'augmentation, dans un cadre fondé sur des critères objectifs.

Vote sur la liste et les taux concernant les enseignants contractuels (budget établissement) : unanimité (28 favorables)

Vote sur la liste et les taux concernant les enseignants-chercheurs : unanimité (28 favorables)

- **Allocation forfaitaire aux étudiants dans le cadre des ateliers pédagogiques régionaux**

Madame Perrine VACHER, directrice de l'enseignement et de la vie étudiante (DEVE), présente la nouvelle mise en place des ateliers pédagogiques régionaux (APR) à compter de la rentrée 2023-2024. Six projets ont été proposés aux étudiants. Il s'agit d'un travail de réponse à des commandes fictives, en situation réelle, sur le terrain, auprès de différentes institutions, qui financent l'atelier. Un budget est attribué par projet, qu'ils devront gérer pour leurs déplacements. En fonction du lieu du projet, un forfait par étudiant leur sera attribué.

Mme BONNET souhaitait la remise en place de ces ateliers. La formule proposée permet une gestion plus simple, plus fluide, pour l'établissement.

M. BAVA demande plus de détails sur cette modalité de financement.

Mme BONNET que le financement est ajusté en fonction de l'éloignement des sites (Ile-de-France, France métropolitaine, outre-mer). Ces dépenses sont couvertes par les conventions conclues avec les intuitions partenaires, donc parfaitement soutenable pour l'établissement.

ABT : différence fonction de l'éloignement du site, donc différence entre groupe ; les frais sont couverts par la convention avec le partenaire, donc parfaitement soutenable pour l'établissement.

M. BAVA salue la remise en place de ces ateliers, qui permettent aux étudiants de reprendre contact avec les grands territoires, les administrations, les collectivités territoriales.

Vote : unanimité (28 favorables)

Départ de M. Quinton (passage à 27 voix)

- **Règlement des études (mise à jour)**

Mme VACHER présente la mise à jour du règlement des études. Les propositions de modifications ont été soumis à l'avis du conseil de l'enseignement et de la vie étudiante (CEVE) et portent sur l'assiduité, les retards et la gestion des absences, les conditions de diplomation, l'enseignement des langues étrangères pour les étudiants en situation de handicap (règle de progression), l'utilisation des ressources informatiques et cartes d'impression sur le site de Versailles.

Madame Alice LEROY, représentante des usagers, pose une question sur l'utilisation des outils informatiques. L'idée avait été soumise de sortir le traceur appartenant au BDE de la salle informatique, pour des questions de facilité d'utilisation.

M. GARDAREIN indique qu'il avait été demandé aux étudiants de proposer une organisation avec des étudiants responsables identifiés afin même de pouvoir permettre l'accès directement à la salle informatique. Cependant, la liste des besoins s'est rallongée. L'idée demeure pour une mise en place à la rentrée.

Mme VACHER ajoute qu'il est envisagé d'accompagner le dispositif par la mise en place d'un tutorat avec des étudiants référents qui seraient présents lors des heures d'ouverture du FabLab.

Vote : unanimité (27 favorables)

- **Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) – Attribution de fonds et mise à jour de la programmation 2023**

Mme VACHER présente une nouvelle répartition des fonds CVEC pour répondre aux demandes de subventions aux associations (Coloquinte, BDEP), de soutien à des activités culturelles et de soutien, et l'attribution des fonds à des actions de santé en faveur des étudiants.

Vote : unanimité (27 favorables)

- **Subvention exceptionnelle à l'union française des étudiants en paysage (UFEP) (ELASA 2023)**

Mme VACHER présente la rencontre organisée par l'ELASA, association européenne des étudiants en paysage, cette année en France.

Vote : unanimité (27 favorables)

C/ Informations

- **Actes pris dans le cadre de la délégation d'attribution du CA à la directrice**

M. GARDAREIN indique que le détail des actes a été fourni au dossier.

- **Plan de prévention des violences sexistes et sexuelles (VSS)**

Mme BONNET rappelle que suite à une demande du MASA, un travail est en cours sur le sujet. Un projet de questionnaire est en cours d'élaboration, en lien avec les représentants des étudiants. Deux actions sont déjà envisagées, l'une lors de la journée d'intégration avec l'assistance du service de santé étudiante de CY, et l'autre dans le cadre d'une charte de bon fonctionnement enseignants/administration, comprenant le sujet des VSS.

- **Plan de sobriété énergétique (PSE)**

Mme BONNET indique que le plan avait dû être mis en place en urgence à l'automne dernier, avec la réduction des plages horaires de chauffage, ainsi que la WE, une semaine de fermeture durant les congés de février. Une baisse de la consommation d'environ 16% a été constatée par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, les tarifs du gaz ont augmenté de vingt-cinq mille euros (25.000€), ce qui est bien que prévu au budget (100.000€). Une inconnue demeure concernant l'électricité, pour laquelle il n'y a pas encore de données fiables.

Madame Aurélie COMMUNAL, représentante des usagers, tient à signaler que le redémarrage du chauffage le lundi matin a particulièrement touché les étudiants qui ont pu avoir très froid par moment.

Mme BONNET déplore que nos bâtiments soient encore des passoires thermiques.

M. GARDAREIN indique que l'administration est consciente de l'effort fait par les étudiants, effort partagé par les personnels également occupants des bâtiments.

Mme LEROY confirme qu'il y a un problème d'isolation car actuellement, en raison de la forte chaleur, les étudiants de DEP3, situés au dernier étage du bâtiment Saint-Louis, ont investi l'atelier inoccupé des DEP2 du bâtiment Le Normand.

M. GARDAREIN confirme que l'état des immeubles ne permet pas l'existence d'une gestion bâtiminaire centralisée. Il est souhaité que le Chantier du siècle puisse améliorer la situation dans le futur.

- **Présentation de la relance des APR de sobriété énergétique (PSE)**

Madame Béatrice JULIEN-LABRUYERE, chargée de mission pour la relance des APR, présente le dispositif. Il s'agit de commandes fictives de partenaires institutionnelles, réalisées par des étudiants de DEP3, sur des sites en situation réelle. Le partenaire permet de faire le lien avec le territoire et les acteurs locaux.

Mme COMMUNAL salue la relance de ce dispositif pédagogique, dont le développement lui apparaît souhaitable.

M. BAVA salue également ce dispositif pour la dernière année.

Mme BONNET indique que cette relance permet de faire rayonner l'école auprès des institutions et permet aux étudiants d'affiner leur projet professionnel, voire de trouver une insertion professionnelle. De plus, la mise en place de ce dispositif est cadré financièrement grâce aux conventions avec les partenaires.

Mme LEROY remercie également pour cette relance. Elle rapporte cependant une alerte sur le planning dense de la DEP3, à l'instar de la DEP2.

Monsieur Alexis FEIX, représentant des maîtres de conférences et autres enseignants, émet deux réactions sur le dispositif. En premier lieu, il salue le travail accompli, ambitieux et à maintenir, qu'il faut ancrer dans une cohérence des enseignements, dans un travail en collégialité notamment avec le département Projet. En second lieu, il questionne la viabilité de la partition entre APR et AT8, pour une question d'équité pédagogique.

Mme VACHER indique que la soutenabilité de l'existence des deux dispositifs reste à déterminer, mais que l'existence des deux permet de laisser du choix aux étudiants, qui, pour diverses raisons, peuvent préférer l'un ou l'autre.

Mme COMMUNAL indique que la majorité des étudiants souhaite s'orienter vers un APR, mais qu'il en demeure certains souhaitant conserver l'AT8.

En conclusion, Mme BONNET indique que l'organisation des conseils d'administration se déroulera désormais le jeudi après-midi. La prochaine séance aura lieu le 23 novembre.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 20 JUIN 2023

Nombre de sièges pourvus (sur 32)	32
Quorum (au moins 50% des membres en exercice)	16
Nombre de membres présents ou représentés en début de séance	29

MEMBRES AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE

Représentants de l'État (5 membres)

Le directeur général de l'enseignement et de la recherche, du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire	Représenté par Cyril KAO
Le vice-président du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux	Procuration à Cyril KAO
Le recteur de région académique d'Ile-de-France, chancelier des universités (MESR)	Procuration à Cyril KAO
Le directeur général des patrimoines et de l'architecture, du ministère de la Culture	Représenté par Karine GOURLAOUEN
La directrice générale de l'aménagement, du logement et de la nature, du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires	Procuration à Karine GOURLAOUEN

Représentants des collectivités territoriales (3 membres)

Commune de Versailles, représentée par Emmanuelle De CRÉPY	Présente
Conseil départemental des Yvelines, représenté par Olivier De LA FAIRE	Procuration à Emmanuelle De CRÉPY
Conseil régional Île-de-France, représenté par Sylvie PIGANEAU	Présente

Personnalités qualifiées (8 membres)

Henri BAVA	Présent
Laurent GATINEAU	Procuration à Henri BAVA
Jean-Pierre GUENEAU	Procuration à Henri BAVA
Hélène PESKINE	-
Jean-Christophe QUINTON	Présent
Elizabeth ROJAT LEFEVRE	Procuration à Olivier MARTY
Claire TRAPENARD	Procuration à Olivier MARTY
Céline VÉROT	Présente (visioconférence) <i>Procuration pour vote à bulletins secrets à</i> Henri BAVA

Représentants des professeurs et personnels assimilés (4 membres)

Sylvie SALLES	Procuration à Patrick MOQUAY
Patrick MOQUAY	Présent
Yves PETIT-BERGHEM	Procuration à Patrick MOQUAY
Chiara SANTINI	Présente

Représentants des maîtres de conférences et autres enseignants (4 membres)

Alexis FEIX	Présent (visioconférence) <i>procuration pour vote à bulletins secrets à</i> Sophie BONIN
--------------------	---

Sophie BONIN	Présente
Olivier MARTY (<i>suppléant de Pauline FRILEUX</i>)	Présent
Etienne BERTRAND	Présent

Représentants des personnels administratifs, ingénieurs, techniques, ouvriers et de service (4 membres)

Jacky PROVOST-DERAMAIX	Présent
Lionel VILOVAR	Présent
Caroline PIALAT	Présente
Charles DUBREUX	Présent

Représentants des usagers (4 membres)

Aurélie COMMUNAL	Présente (<i>visioconférence</i>) <i>Procuration pour vote à bulletins secrets à Alice LEROY</i>
Sophie GOGUEL	-
Alice LEROY	Présente
Géraud DE VIRVILLE	-

AUTRES PARTICIPANTS

Participants de droit, avec voix consultative

La directrice de l'ENSP, Alexandra BONNET	Présente
Le secrétaire général de l'ENSP, Guy GARDAREIN	Présent
L'agent comptable de l'ENSP, Isabelle PIRES	Présente
Le contrôleur budgétaire régional, direction des finances publiques d'Ile-de-France	Représenté par Chantal BONNEFOY

Intervenants

Perrine VACHER , directrice de l'enseignement et de la vie étudiante	Présente
Véronique LAULIER , directrice de la formation continue	Présente
Béatrice JULIEN-LABRUYERE , chargée de la relance des APR	Présente

Secrétariat du conseil

Audrey FRIDERICH , assistante de direction	Présente
Baptiste BLONDEL-ANGOT , directeur des affaires juridiques	Présent